

LA DÉPÊCHE

586 mots

vendredi 30 août 2019

-

Eure

Réformes Blanquer, La CGT appelle à la grève dès la rentrée



Si dans le privé tout semble aller pour le mieux, dans le public, les personnels s'inquiètent des multiples réformes de l'Éducation nationale.

Après une trêve estivale, le face-à-face entre le ministre Jean-Michel Blanquer et les enseignants pourrait reprendre de plus belle, et ce dès la rentrée.

C'est le syndicat CGT de l'Eure qui l'a annoncé mercredi : « **Plutôt que de faire plusieurs jours de grève perlée au cours de l'année comme on a pu le faire au printemps, on appelle les personnels à organiser une grève le jour de la rentrée.** »

La rentrée : un symbole fort

Cet appel, la CGT entend le diffuser dans tous les établissements scolaires du primaire et du secondaire de l'Eure. Si l'initiative est locale, d'autres antennes du syndicat, en Ile-de-France notamment, seraient également tentées par une action forte en symbole. « **Si on ne fait rien, le ministre va s'empresser d'affirmer que la rentrée s'est bien déroulée et que tout va pour le mieux. Ce n'est pas le cas : les enseignants sont découragés de ne pas avoir les moyens de fournir un enseignement de qualité aux élèves. On veut donc empêcher le ministre de dérouler sa com'.** »

Car plusieurs mois de mobilisation n'ont pas changé grand-chose : les enseignants déplorent une absence de dialogue avec leur ministère, qui s'entête selon eux dans une attitude « **méprisante** » et une réponse uniquement répressive aux mouvements sociaux.

Cette grève de la rentrée s'inscrirait donc dans une série d'actions inédites, comme le refus de prendre des fonctions de professeur principal, ou la rétention temporaire des notes du bac 2019.

Des emplois du temps « gruyères »

La CGT proteste contre la réforme du lycée et la loi dite « pour une école de la confiance », portées par le ministre Blanquer. Suppression d'heures d'enseignement général dans les lycées professionnels, pauvreté du choix d'options au lycée dans les zones rurales, dysfonctionnements répétés de Parcoursup...

La suppression des filières et l'éclatement de l'enseignement en options choisies individuellement par les lycéens provoquent déjà de grosses difficultés d'organisation, relèvent les syndicalistes : « **Avec une amplitude horaire étendue du lundi matin au samedi midi,**

mais des trous partout à cause de ces regroupements d'élèves par options, les lycéens et les enseignants vont se retrouver avec des emplois du temps à trous, de vrais gruyères », estime Benjamin Gaudré, professeur d'histoire, géographie et sciences politiques au lycée Aristide-Briand.

Une école pas si inclusive ?

Autre sujet de forte préoccupation pour les personnels de l'Éducation nationale : l'affectation d'accompagnants pour les élèves en situation de handicap (AESH) est, comme chaque année maintenant, très tardive. « **Aujourd'hui encore, beaucoup de collègues ne savent pas quelle sera leur affectation pour la rentrée**, relate Alain Catherin, représentant de ces assistants scolaires. **Ce qui veut aussi dire que des familles ne savent pas si leur enfant aura un AESH ou pas.** »

La rectrice de l'académie normande a annoncé mardi que 350 postes supplémentaires d'AESH seraient créés dès la rentrée pour accompagner les 14 500 élèves en situation de handicap dans la région. Mais la CGT craint un énième plan de communication : « **Le ministre et la rectrice parlent d'école inclusive, et on ne peut être que pour ! Mais on aimerait que les annonces soient suivies d'actes : il faut un statut pour ces AESH, une véritable formation, et des moyens** », martèle le syndicat.

C.H.



Manifestation le 4 avril 2019 à Évreux.